

**Article : A la recherche de l'effet Cluster***par Alain ROUX*

Parmi les nouvelles stratégies d'actions d'acteurs aussi bien publiques que privés, figure la stratégie de clusters industriels, et qui représente le regroupement géographique organisationnel d'industries rapprochées. En effet, le rassemblement d'acteurs de recherche et de formation en plus des acteurs industriels contribue à l'émergence de l'aspect innovation de façon fluide et facile. La notion de pôle de compétitivité découle de ce concept.

Cette politique de rassemblement en réseau s'est inspirée du pôle américain Silicon Valley qui a donné naissance à un nombre considérable de groupes et entreprises informatiques atteignant un chiffre d'affaires de 99 milliards de dollars. Partant du même principe, les différents axes du tryptique américain se sont concentrés et unifiés en se rendant service mutuellement afin de pouvoir tirer un maximum de profit (chose qui aurait été plus délicate à réaliser en cas d'individualisme), mais surtout afin de pouvoir renforcer l'aspect innovation du patrimoine secteur industriel.

Ainsi les nouveaux diplômés créent des entreprises autour de leur université, et bénéficient par la même occasion de suivi et conseil de professeurs professionnels du domaine. Au moment où les entreprises rapprochées entrent dans une politique de collaboration intense favorisant les échanges, l'intercomplémentarité, mais encore, présentant des offres de travail à des candidats de profils étroitement liés au secteur en question. C'est donc en globalité un moyen stratégique bien fondé présentant des bienfaits considérables tels le développement de l'innovation, la garantie d'une avancée technologique ferme sans oublier la solidification du tissu industriel contre les enjeux qu'expose la mondialisation.

Il est possible de créer un pôle mondial en partant de structures déjà existantes ou en réunissant les candidats adéquats pour en former un. La France entreprend les deux approches pour encourager la création de 71 pôles de compétitivité sur différents secteurs, tel le textile, l'aéronautique, la santé, le nucléaire, etc... Pour cela, le gouvernement avance une enveloppe de 1,5 milliards d'euros en plus des 50 millions d'euros dédiés au financement des structures d'animations favorisant les échanges entre les trois acteurs : universités, laboratoires de recherche et entreprises. De ce fait, et grâce à l'intervention de l'Etat, de nouvelles collaborations ont vu le jour entre des entreprises de tailles différentes alors qu'elles étaient jusque-là restreintes à des groupes de poids intéressants. De plus, inspiré par le redoutable succès qu'a connu le Silicon Valley alors que celui-ci s'est basé fondamentalement sur les aides publiques, le gouvernement opte pour une politique de repérage de zones, où le financement pour la création et l'hébergement d'un pôle de compétitivité conduirait sans doute au succès. Nécessitant. Il opte alors pour cela à l'établissement d'enquêtes à l'attention des entreprises qui sont implantées dans la région-clé : là où une forte valeur ajoutée peut bel et bien jaillir.

1.

Aussi, parmi les stratégies entreprises par le gouvernement pour instaurer cette culture de cluster figure la politique de zonage : en effet, chaque pôle est défini sur un territoire

géographique quelconque d'où la nécessité d'étudier un bon marketing géographique en se basant sur des encouragements financiers ou encore sur le taux de réussite des entreprises pour attirer un nombre conséquents de groupes à l'intérieur du pôle. Ceci étant indispensable pour atteindre une taille minimale pour créer l'effet cluster et donc espérer générer des profits.

Cependant, malgré toutes les mesures entretenues, l'échec peut quand bien même être au rendez-vous : en effet, plusieurs pôles ont vécu l'expérience amère d'un échec sans égal vu qu'ils n'ont pas eu suffisamment de pouvoir pour se lancer dans des projets innovants mais aussi pour l'incapacité pour certains pôles de poursuivre l'aventure seuls sans appui de l'Etat, alors que ce dernier a tout fait pour qu'ils puissent voler de leurs propres ailes. Aussi, l'échec est souvent garanti quand les relations entre les entreprises du même pôle ne sont pas bien instaurées : le pôle se retrouve donc constitué d'entreprises qui préfèrent collaborer avec des groupes qui lui sont externes pour des conflits d'intérêt ou autres différends de confidentialité.

L'Etat reste donc un acteur actif et indispensable à la réussite du pôle sauf que cet ingrédient qu'est la réussite, peut bien des fois dépendre de plusieurs attributs tel l'environnement national. Le gouvernement incite donc les entreprises à collaborer, et s'investit pour rendre la recherche publique plus accessible à l'industrie sauf que ces mesures restent toujours insuffisant.

### **Point de vue personnel :**

L'article entre nos mains est fort intéressant vu qu'il expose une stratégie clé en main qui permet aux acteurs concernés d'un même secteur de constituer un tissu solidaire, permettant à tous de tirer profit au maximum du bénéfice qui découlera de l'union. Cette stratégie d'action est intelligente, présente des avantages mais de nombreux inconvénients également. L'Etat de son côté s'annonce fortement mobilisé pour encourager cette culture de regroupement en réseau. Cependant la réussite n'est pas toujours au rendez-vous et plusieurs dilemmes s'annoncent : tels la capacité des régions à recevoir le projet, le temps de réactivité et le problème des ressources humaines nécessaires pour travailler sur le projet. Aussi, certaines entreprises ne se sont toujours pas imprégnées de la culture qu'il faut s'approprier pour prospérer en communauté : les groupes continuent de s'approprier un esprit de concours qui accentue une compétitivité qui inhibe la collaboration profitable à tous. Je pense donc que les interventions de l'Etat sont certes indispensables au développement de cette stratégie sauf qu'il faut de toute urgence penser à différents moyens permettant de contourner les problèmes cités, mais surtout de développer des techniques contribuant à la capacité des entreprises à poursuivre l'aventure sans l'appui continu de l'Etat mais aussi la capacité de se lancer dans des projets qui aboutiront à des produits positionnés leader sur le marché.